

2° renfort ponctuel programmé, l'affectation d'officiers ou d'agents judiciaires à une mission déterminée devant être effectuée auprès d'une autre brigade de police judiciaire et dont la durée ne peut dépasser cinq jours;

3° détachement temporaire, l'affectation d'officiers ou d'agents judiciaires au sein d'une autre brigade de police judiciaire où leur concours est nécessaire pour une période maximale de deux mois qui peut néanmoins être renouvelée.

Art. 3^{ter}. Les renforts ponctuels immédiats et programmés sont décidés par l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires.

Le procureur général du ressort dans lequel résident les officiers et agents judiciaires chargés d'une mission auprès d'une autre brigade de son ressort peut s'opposer à un renfort ponctuel programmé lorsque celui-ci est susceptible de mettre en péril la politique criminelle de son ressort.

Lorsque le renfort ponctuel programmé doit avoir lieu auprès d'une brigade d'un autre ressort, cette opposition est faite conjointement par les procureurs généraux concernés.

En cas d'opposition, le renfort n'est pas exécuté.

Art. 3^{quater}. A la demande de l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires ou d'initiative après avoir recueilli l'avis de celui-ci, le procureur général peut détacher temporairement les officiers et agents judiciaires dans les localités de son ressort.

Lorsque le détachement temporaire doit avoir lieu dans une localité d'un autre ressort, la décision est prise par le Ministre de la Justice sur avis des procureurs généraux concernés et de l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires.

Au-delà d'un terme de deux mois, le détachement temporaire est confirmé par le Ministre de la Justice. Au delà de six mois, l'accord de l'intéressé est requis. »

Art. 22. L'article 4 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« La procédure disciplinaire est mise en action par le procureur général ou le procureur du Roi, d'initiative ou sur base d'un rapport lui adressé par l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires ou par l'officier chargé de la direction opérationnelle et fonctionnelle de la brigade. »

CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 23. Dans l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 relatif au comité régulateur des polices judiciaires près les parquets sont abrogés :

1° l'article 2, alinéa 1er, 1° à 3°;

2° les articles 3 à 7.

Art. 24. L'article 15 de l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets est abrogé.

Art. 25. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

2° geplande punctuele versterking, de affectatie van gerechtelijke officieren of agenten voor een bepaalde opdracht die moet uitgevoerd worden bij een andere brigade van gerechtelijke politie en waarvan de duur de vijf dagen niet mag overschrijden;

3° tijdelijke detachering, de affectatie van gerechtelijke officieren of agenten in de schoot van een andere brigade van gerechtelijke politie waar hun medewerking nodig is voor een periode van ten hoogste twee maanden die evenwel kan hernieuwd worden.

Art. 3^{ter}. De beslissingen tot onmiddellijke en geplande punctuele versterking worden genomen door de officier-commissaris generaal voor gerechtelijke opdrachten.

De procureur-generaal van het ressort waarin de gerechtelijke officieren of agenten belast met een opdracht bij een andere brigade van zijn ressort, hun standplaats hebben, kan zich verzetten tegen een geplande punctuele versterking wanneer deze van aard is het strafrechtelijk beleid in zijn ressort in gevaar te brengen.

Wanneer de geplande punctuele versterking moet verleend worden in een brigade van een ander ressort, wordt dit verzet gezamenlijk door de betrokken procureurs-generaal gedaan.

In geval van verzet wordt de versterking niet uitgevoerd.

Art. 3^{quater}. De procureur-generaal kan, op vraag van de officier-commissaris generaal voor gerechtelijke opdrachten of op eigen initiatief na diens advies te hebben ingewonnen, de gerechtelijke officieren of agenten tijdelijk detacheren naar de plaatsen van zijn ressort.

Wanneer de tijdelijke detachering moet gebeuren naar een plaats van een ander ressort, wordt de beslissing genomen door de Minister van Justitie op advies van de betrokken procureurs-generaal en van de officier-commissaris generaal voor gerechtelijke opdrachten.

Na een termijn van twee maanden wordt de detachering bevestigd door de Minister van Justitie. Boven de zes maanden wordt het akkoord van betrokkene vereist. »

Art. 22. Art. 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De tuchtprocedure wordt ingesteld door de procureur-generaal of door de procureur des Konings, ambtshalve of op basis van een verslag hem toegestuurd door de officier-commissaris-generaal voor gerechtelijke opdrachten of door de officier belast met de operationele en functionele leiding van de brigade. »

HOOFDSTUK VII. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 23. Worden opgeheven in het besluit van de Regent van 30 mei 1949 betreffende het comité tot regeling van de gerechtelijke polities :

1° artikel 2, eerste lid, 1° tot 3°;

2° de artikelen 3 tot 7.

Art. 24. Art. 15 van het koninklijk besluit van 2 september 1991 betreffende het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten wordt opgeheven.

Art. 25. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 95 — 1104

[C — 9349]

30 MARS 1995. — Arrêté royal
créant une inspection générale
de la police judiciaire près les parquets

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 108 de la Constitution;

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets;

Vu la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements;

N. 95 — 1104

[C — 9349]

30 MAART 1995. — Koninklijk besluit
tot oprichting van een algemene inspectie
van de gerechtelijke politie bij de parketten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten;

Gelet op de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets, modifié par les arrêtés royaux des 17 octobre 1991, 11 juillet 1994 et 30 mars 1995;

Vu l'avis du conseil de direction de la police judiciaire, donné le 8 mars 1995;

Vu l'avis du comité régulateur des polices judiciaires près les parquets, donné le 16 mars 1995;

Vu le protocole n° 99 du 27 mars 1995 du comité de secteur III, Justice;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de mettre sur pied une inspection générale simultanément à l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation redéfinissant et étendant les attributions du Commissaire général de la police judiciaire;

Considérant que ces deux réglementations doivent entrer en vigueur dans les meilleurs délais pour faire face aux problèmes d'organisation de la police judiciaire;

Considérant que le projet de mettre en œuvre une inspection interne de la police judiciaire a été à plusieurs reprises évoqué au Parlement, en particulier lors de la discussion du rapport de la commission d'enquête parlementaire en vue d'élaborer une politique structurelle visant la répression et l'abolition de la traite des êtres humains, en mars 1994;

Considérant que dans son dernier rapport annuel, le comité permanent de contrôle des services de police met l'accent sur l'absence, à la police judiciaire d'un organe de contrôle interne;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé une inspection générale de la police judiciaire près les parquets, ci-après dénommée « l'inspection générale ».

L'inspection générale est un service du Ministère de la Justice.

Art. 2. L'inspection générale porte sur les conditions de fonctionnement de la police judiciaire et les manquements de son personnel.

Elle inspecte en particulier l'application des instructions et directives des autorités compétentes.

Art. 3. L'inspection générale agit sur ordre du ministre de la Justice, à la demande d'un procureur général, du magistrat visé à l'article 5, alinéa 2 de l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1995, d'un procureur du Roi et de l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires.

L'inspection générale agit également d'initiative lorsqu'elle porte sur les conditions de fonctionnement de la police judiciaire et l'application des instructions et directives.

Sans préjudice des compétences de police judiciaire de ses membres, elle donne suite aux plaintes et dénonciations qu'elle reçoit et qui portent sur les conditions de fonctionnement de la police judiciaire et les manquements de son personnel.

Art. 4. Pour l'accomplissement de leurs missions d'inspection, les membres de l'inspection générale possèdent un droit d'inspection général et permanent au sein de la police judiciaire près les parquets.

Ils entendent librement les membres de la police judiciaire.

Ils pénètrent dans les lieux dans lesquels et pendant le temps où les membres de la police judiciaire y exercent leurs fonctions et consultent sur place, sans préjudice de l'application de l'article 125 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive, tous les documents et pièces auxquels a accès l'officier chargé de la direction opérationnelle et fonctionnelle de la brigade, et, pour ce qui concerne le commissariat général, l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires.

Ces officiers ou leurs remplaçants sont tenus d'assister à la visite d'inspection. Lorsque l'inspection porte sur le manquement d'un membre du personnel, les membres de l'inspection générale accèdent dans ces lieux aux objets et consultent les documents personnels directement liés à une mission d'inspection que l'intéressé a placés dans les meubles mis à sa disposition, en sa présence, ou, à défaut, en présence d'un autre membre du personnel qui n'est pas membre de l'inspection générale.

Gelet op het koninklijk Besluit van 2 september 1991 betreffende het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 oktober 1991, 11 juli 1994 en 30 maart 1995;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de gerechtelijke politie, gegeven op 8 maart 1995;

Gelet op het advies van het Regelingscomité van de gerechtelijke politiestructuur, gegeven op 16 maart 1995;

Gelet op het protocol nr. 99 van 27 maart 1995 van Sectorcomité III, Justitie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is gelijktijdig met de inwerkingtreding van een nieuwe reglementering waardoor de bevoegdheden van het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie opnieuw gedefiniëerd en uitgebreid worden, een algemene inspectie op te richten;

Overwegende dat beide reglementeringen zo spoedig mogelijk in werking moeten treden om het hoofd te bieden aan de organisatorische problemen van de gerechtelijke politie;

Overwegende dat meermaals in het Parlement werd ingegaan op het ontwerp tot invoering van een interne inspectie van de gerechtelijke politie, in het bijzonder tijdens de bespreking van het verslag van de parlementaire onderzoekscommissie naar een structureel beleid met het oog op de bestaande en de uitbreiding van de mensenhandel, in maart 1994;

Overwegende dat het vast comité van toezicht op de politiediensten in zijn laatste jaarverslag de nadruk legt op het ontbreken, bij de gerechtelijke politie, van een intern controle-orgaan;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een algemene inspectie van de gerechtelijke politie bij de parketten opgericht, hierna « de algemene inspectie » genoemd.

De algemene inspectie is een dienst van het Ministerie van Justitie.

Art. 2. De algemene inspectie heeft betrekking op de werking van de gerechtelijke politie en de tekortkomingen van haar personeel.

Zij inspecteert in het bijzonder de toepassing van de onderrichtingen en richtlijnen van de bevoegde overheden.

Art. 3. De algemene inspectie handelt op bevel van de minister van Justitie, op verzoek van een procureur-generaal, van de magistraat bedoeld bij artikel 5, tweede lid van het koninklijk besluit van 2 september 1991 betreffende het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij het koninklijk Besluit van 30 maart 1995, van een procureur des Konings en van de officier-commissaris-generaal voor gerechtelijke opdrachten.

De algemene inspectie handelt tevens op eigen initiatief wanneer zij betrekking heeft op de werking van de gerechtelijke politie en de toepassing van de onderrichtingen en richtlijnen.

Onverminderd de bevoegdheden van gerechtelijke politie van haar leden, geeft zij gevolg aan de klachten en aangiften die zij ontvangt en die betrekking hebben op de werking van de gerechtelijke politie en de tekortkomingen van haar personeel.

Art. 4. Voor de uitvoering van hun inspectie-opdrachten beschikken de leden van de algemene inspectie over een algemeen en permanent inspectierecht binnen de gerechtelijke politie bij de parketten.

Zij kunnen de leden van de gerechtelijke politie vrij horen.

Zij betreden de lokalen waarin en gedurende de tijd dat de leden van de gerechtelijke politie er hun ambt uitoefenen en zij raadplegen ter plaatse, onverminderd de toepassing van artikel 125 van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, alle documenten en stukken waartoe de officier, belast met de operationele en functionele leiding van de brigade, en, wat het commissariaat-generaal betreft, de officier-commissaris-generaal voor gerechtelijke opdrachten toegang hebben.

Die officieren of hun vervangers zijn ertoe gehouden het bezoek van de inspectie bij te wonen. Wanneer de inspectie betrekking heeft op de tekortkoming van een personeelslid, wordt aan de leden van de algemene inspectie op die plaatsen toegang verleend tot de persoonlijke voorwerpen en raadpleging van documenten rechtstreeks verbonden met de inspectie-opdracht die betrokkene in het hem ter beschikking gestelde meubilair heeft ondergebracht, in zijn aanwezigheid, of, bij zijn ontstentenis, in aanwezigheid van een ander personeelslid dat geen lid is van de algemene inspectie.

Art. 5. L'inspection générale est composée :

- 1° de l'inspecteur général, qui dirige le service;
- 2° d'officiers et agents judiciaires;
- 3° de personnel administratif et technique.

Le nombre d'officiers et d'agents du commissariat général nécessaires au bon fonctionnement de l'inspection générale est fixé par le Ministre de la Justice.

Art. 6. Sur proposition du Ministre de la Justice et après avis des Procureurs généraux, le Roi désigne en qualité d'inspecteur général un magistrat du ministère public.

Le magistrat visé à l'article 4, alinéa premier, de l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1995, et les magistrats membres du conseil de concertation de la police judiciaire ne peuvent être désignés comme inspecteur général.

Cette désignation est faite pour un terme de cinq ans, renouvelable une seule fois.

L'inspecteur général est placé sous l'autorité directe du Ministre de la Justice.

Art. 7. Sur proposition de l'inspecteur général et après avis du procureur général concerné, le Ministre de la Justice désigne les membres du personnel du commissariat général visés à l'article 5, 2° et 3°.

Les désignations sont faites pour un terme renouvelable de trois ans.

Les membres du personnel de l'inspection générale sont placés, pendant la durée de cette désignation, sous la direction exclusive de l'inspecteur général.

Pendant leur désignation, les officiers et agents judiciaires gardent tous leurs droits à la promotion. L'inspecteur général joint son avis aux avis recueillis à l'occasion d'une promotion ou d'une nomination.

Une procédure disciplinaire ne peut être entamée à l'égard d'un membre de l'inspection générale pour des faits commis pendant la durée de sa désignation que de l'accord ou à la demande de l'inspecteur général.

Une procédure disciplinaire ne peut être entamée à l'égard de l'inspecteur général pour des faits commis pendant la durée de sa désignation que de l'accord ou à la demande du Ministre de la Justice.

Art. 8. L'inspecteur général soumet les résultats de ses inspections au Ministre de la Justice et à l'autorité qui l'a saisi. Si, à l'occasion d'une inspection, sont constatés des faits qui pourraient constituer un manquement aux devoirs professionnels ou compromettre la dignité de la fonction, l'inspecteur général en donne connaissance à l'autorité disciplinaire compétente.

Il entretient des relations de service avec le Comité permanent de contrôle des services de police.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 5. De algemene inspectie is samengesteld uit:

- 1° de inspecteur-generaal, die de leiding heeft over de dienst;
- 2° gerechtelijke officieren en agenten;
- 3° administratief en technisch personeel.

Het aantal officieren en agenten van het commissariaat-generaal nodig voor de goede werking van de algemene inspectie wordt door de Minister van Justitie vastgesteld.

Art. 6. Op voordracht van de Minister van Justitie en na advies van de Procureurs-generaal, wijst de Koning een magistraat van het openbaar ministerie als inspecteur-generaal aan.

De magistraat bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 september 1991 betreffende het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijk besluit van 30 maart 1995 en de magistraten leden van de raad van overleg van de gerechtelijke politie kunnen niet als inspecteur-generaal worden aangewezen.

Die aanwijzing wordt gedaan voor een termijn van vijf jaar, die slechts een keer kan hernieuwd worden.

De inspecteur-generaal staat rechtstreeks onder het gezag van de Minister van Justitie.

Art. 7. Op voordracht van de inspecteur-generaal et na advies van de betrokken procureur-generaal wijst de Minister van Justitie de personeelsleden van het commissariaat-generaal bedoeld in artikel 5, 2° en 3° aan.

De aanwijzingen worden gedaan voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

De personeelsleden van de algemene inspectie staan gedurende die aanwijzing uitsluitend onder de leiding van de inspecteur-generaal.

Tijdens hun aanwijzing behouden de gerechtelijke officieren en agenten al hun rechten op bevordering. De inspecteur-generaal voegt zijn advies bij de adviezen ingewonnen naar aanleiding van een bevordering of een benoeming.

Ten aanzien van een lid van de algemene inspectie kan een tucht-rechtelijke procedure voor feiten gepleegd tijdens de duur van zijn aanwijzing slechts worden ingesteld met instemming of op verzoek van de inspecteur-generaal.

Ten aanzien van de inspecteur-generaal kan een tuchtrechtelijke procedure voor feiten gepleegd tijdens de duur van zijn aanwijzing slechts worden ingesteld met instemming of op verzoek van de Minister van Justitie.

Art. 8. De inspecteur-generaal legt de resultaten van zijn inspecties voor aan de Minister van Justitie en aan de overheid die hem daartoe opdracht gaf. Wanneer, ter gelegenheid van een inspectie, feiten werden vastgesteld die een tekortkoming aan de beroeps-plichten zouden kunnen uitmaken, of de waardigheid van het ambt in het gedrang zouden kunnen brengen, geeft de inspecteur-generaal kennis aan de bevoegde tuchtrechterlijke overheid.

Hij onderhoudt dienstbetrekkingen met het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten.

Art. 9. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 95 — 1105

[Mac — 9361]

10 AVRIL 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 novembre 1985 fixant le cadre organique des officiers et agents judiciaires près les parquets

ALBERT II, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois du 21 août 1948, du 6 juillet 1964, du 27 mars 1969, du 2 décembre 1982 et du 18 juillet 1991, et par l'arrêté royal du 5 août 1991;

N. 95 — 1105

[Mac — 9361]

10 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 november 1985 tot vaststelling van de personeelsformatie der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948, 6 juli 1964, 27 maart 1969, 2 december 1982 en 18 juli 1991, en bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1991;